

Comment les médias vendent le génocide -

par **Chris Hedges**

Les médias occidentaux, en appliquant deux poids deux mesures, en pratiquant la censure, en utilisant un langage trompeur, en amplifiant les mensonges israéliens et en déshumanisant les Palestiniens, facilitent le génocide à Gaza.

Les médias occidentaux fabriquent le consentement au génocide. Ils normalisent [l'occupation militaire](#) et [l'apartheid israéliens](#), qui durent depuis des décennies. Ils occultent les [violations](#) flagrantes du droit international commises par Israël. Ils perpétuent le mythe de la victimisation israélienne. Ils [trahissent](#), discréditent et diabolisent le travail des journalistes et des professionnels des médias palestiniens à Gaza, dont au moins 220 [ont été tués](#) par Israël entre le 7 octobre 2023 et août 2025. Ils [acceptent](#) docilement la censure israélienne draconienne. Ils se contentent de timides lettres de protestation contre le [refus](#) d'Israël d'autoriser les journalistes étrangers à Gaza — une tentative d'Israël pour [masquer](#) ses crimes de guerre. Ils [amplifient](#) les mensonges israéliens, des [bébés décapités](#) aux [agressions sexuelles](#) généralisées contre des femmes israéliennes le 7 octobre, afin d'obscurcir la vérité.

Quand on écrit sur Gaza, les verbes sont au [passif](#). Il n'y a pas de sujet. Personne n'est tenu responsable. Le [génocide](#), semble-t-il, est un acte de Dieu. Tout comme un tremblement de terre ou un tsunami, les clichés et les adjectifs obscurs tels que «cycle de violence» ou «affrontements» déforment et falsifient la réalité.

«Si la pensée corrompt le langage, le langage peut aussi corrompre la pensée», [avertissait](#) George Orwell.

Des termes comme «génocide», «atrocité», «nettoyage ethnique» et «territoires occupés» disparaissent comme par magie des reportages sur les Palestiniens, dont la résistance est systématiquement [qualifiée](#) de «sauvage» et «barbare». Les journalistes du *New York Times* [reçoivent](#) pour consigne de leur rédaction d'éviter des termes comme «Palestine», «génocide», «carnage», «camp de réfugiés», «massacre» et «massacre» lorsqu'ils parlent des Palestiniens.

Les médias répètent servilement ce qu'Israël leur fournit. Les bombardements massifs

[deviennent](#) des «frappes aériennes chirurgicales». L'instrumentalisation de la famine par Israël [devient](#) une «pénurie alimentaire». Le [meurtre](#) de civils non armés — y compris des enfants — devient des «affrontements». Les complexes fortifiés des colons juifs perchés sur les collines [deviennent](#) des «quartiers». L'assassinat extrajudiciaire d'un journaliste ou d'un médecin [est considéré](#) comme un «décès».

Le génocide, [qualifié](#) de «guerre israélo-palestinienne», [est justifié](#) par la «légitime défense», un élément central du discours israélien sur le «droit à la défense». Lorsque des écoles, des hôpitaux, des cliniques, des ambulances, des mosquées, des églises et d'autres cibles civiles sont détruits, ils sont [qualifiés](#) de «centres de commandement du Hamas» ou ciblés parce que le Hamas [utilise](#) des civils comme boucliers humains» — une [pratique courante](#) en Israël, lorsque l'armée ligote des Palestiniens détenus et les force à [pénétrer](#) dans des [bâtiments](#) et des [tunnels](#) potentiellement piégés avant l'arrivée des troupes israéliennes.

Lorsque des Israéliens sont détenus par le Hamas, ils sont des «[otages](#)», même s'ils [servent](#) dans l'armée. Lorsque des Palestiniens — [y compris](#) des enfants — sont détenus sans inculpation ni procès et disparaissent dans des centres de détention israéliens, où la torture est «[généralisée](#)» et «[systématique](#)», ils sont des «[prisonniers](#)».

Les attaques de missiles contre les [camps de tentes](#) ou les hôpitaux sont imputées à des groupes armés palestiniens qui tireraient des roquettes égarées. Si Israël reconnaît ces attaques — ce qui est très rare —, elles sont qualifiées d'«erreur tragique».

Les institutions civiles à Gaza [sont présentées](#) comme étant «contrôlées par le Hamas» afin de jeter le doute sur la véracité de leurs informations. Le *New York Times* [nuance](#) systématiquement les annonces du ministère de la Santé de Gaza en précisant qu'il «ne fait pas de distinction entre civils et combattants», masquant ainsi le massacre de dizaines de milliers de civils.

Il en résulte certains des écrits les plus alambiqués de l'histoire du journalisme, comme en [témoigne](#) le titre du *New York Times* du 5 novembre 2023 : «*Des explosions attribuées par les Gazaouis à une frappe aérienne font de nombreuses victimes dans un quartier densément peuplé*».

«Lorsque les journalistes de Middle East Eye, [Mohamed Salama](#) et [Ahmed Abu Aziz](#), ainsi que le photojournaliste de Reuters, [Hussam al-Masri](#), et les pigistes [Moaz Abu Taha](#) et [Mariam Dagga](#) — qui avaient collaboré avec plusieurs médias, dont l'Associated Press — [ont été tués](#) lors d'une frappe de “double frappe” — conçue pour éliminer les premiers intervenants arrivant sur place pour soigner les victimes des premières frappes — au complexe médical Nasser, comment les agences de presse occidentales ont-elles réagi ?» ai-je demandé dans ma chronique «[La trahison des journalistes palestiniens](#)».

«L'armée israélienne affirme que les frappes contre l'hôpital de Gaza visaient ce qu'elle prétend être une caméra du Hamas», [a rapporté](#) l'Associated Press.

«Tsahal affirme que la frappe contre l'hôpital visait une caméra du Hamas», [a annoncé](#) CNN.

La caméra appartenait à [Reuters](#), qui a déclaré qu'Israël était «parfaitement au courant» que l'agence de presse filmait depuis l'hôpital.

«Quand le correspondant d'Al Jazeera, Anas Al Sharif, et trois autres journalistes ont été [tués](#) le 10 août sous leur tente de presse près de l'hôpital Al Shifa, comment l'information a-t-elle été relayée par la presse occidentale ?» ai-je demandé.

«Israël tue un journaliste d'Al Jazeera qu'il prétend être un chef du Hamas», [titrait](#) Reuters, alors même qu'al-Sharif faisait partie d'une équipe de Reuters [lauréate](#) du prix Pulitzer 2024.

Le quotidien allemand *Bild* [publiait](#) en première page un article intitulé : «Un terroriste déguisé

en journaliste tué à Gaza».

«Les contorsions linguistiques employées par les médias sont allées jusqu'à redéfinir des mots, les vidant de leur sens», écrit Assal Rad dans «[Ne dites pas Palestine : comment les médias ont fabriqué le consentement au génocide](#)».

«Les médias traditionnels ont omis de qualifier les violations répétées du cessez-le-feu par Israël. Au lieu de cela, leur couverture s'est bornée à rationaliser les attaques israéliennes et à relayer sans esprit critique les arguments d'Israël pour justifier ses actions. Alors que des Palestiniens continuaient d'être tués — pendant un “cessez-le-feu” — et que l'aide humanitaire restait insuffisante, les médias occidentaux ont présenté ces violations flagrantes comme des “tests” ou des “défis” à un “cessez-le-feu fragile”. Tandis que des organisations de défense des droits humains de premier plan, comme Amnesty International, alertaient sur le fait que le génocide n'était en réalité pas terminé, les médias traditionnels ont persisté à le présenter comme une guerre assortie d'un “cessez-le-feu fragile”».

Les mots ont un pouvoir. Les mots peuvent justifier les actes. S'il n'y a pas génocide, si Israël se défend dans le cadre d'une guerre, les États-Unis et les alliés européens d'Israël sont en droit de fournir des dizaines de milliards de dollars d'aide militaire. Si cette guerre a été déclenchée par le Hamas le 7 octobre, alors il est légitime de déplorer la destruction de Gaza et les massacres perpétrés par Israël comme le résultat regrettable de cette attaque.

Cette perversion du langage vise, comme l'a souligné Orwell, à défendre l'indéfendable :

«Des choses telles que le maintien de la domination britannique en Inde, les purges et les déportations russes, le largage des bombes atomiques sur le Japon, peuvent certes être défendues, mais uniquement par des arguments trop brutaux pour que la plupart des gens puissent les entendre, et qui ne correspondent pas aux objectifs affichés des partis politiques. Le langage politique se compose donc en grande partie d'euphémismes, de pétitions de principe et d'une imprécision totale. Des villages sans défense sont bombardés, leurs habitants chassés dans la campagne, le bétail mitraillé, les huttes incendiées : voilà ce qu'on appelle la pacification. Des millions de paysans sont spoliés de leurs fermes et contraints de parcourir les routes à pied, n'emportant que le strict nécessaire : c'est ce qu'on appelle le transfert de population ou la rectification des frontières. Des personnes sont emprisonnées pendant des années sans procès, abattues d'une balle dans la nuque ou envoyées mourir du scorbut dans des camps de bûcherons de l'Arctique : c'est ce qu'on appelle l'élimination des éléments indésirables».

Dans son ouvrage [Comment vendre un génocide : la complicité des médias dans la destruction de Gaza](#), Adam Johnson a analysé plus de 12 000 articles du New York Times, du Washington Post, de CNN.com, de Politico, d'Axiom, de USA Today et de l'Associated Press, ainsi que 5000 reportages télévisés diffusés sur CNN et MSNBC. Son livre, fruit d'une recherche minutieuse, constitue une dénonciation accablante de la justification du génocide par les médias dits «libéraux».

CNN et le New York Times ont donné pour instruction à leurs rédacteurs et journalistes de n'attribuer les attaques à Israël qu'après confirmation de l'armée israélienne et relevé des coordonnées GPS. Johnson cite une source de CNN :

Que ce soit à la rédaction ou sur le terrain, nous ne pouvions rien attribuer à Israël sans être contraints de qualifier l'événement d'«explosion», un critère impossible à respecter, avant d'avoir géolocalisé le lieu de l'explosion, transmis les coordonnées aux Israéliens et sollicité leur avis.

Vous pouvez visionner une interview de Johnson à propos de son livre sur *The Electronic Intifada* [ici](#).

Les journalistes de CNN couvrant l'actualité israélienne et palestinienne doivent [soumettre](#) leurs

reportages au bureau de Jérusalem de la chaîne pour [relecture](#) avant diffusion. Le bureau de CNN, comme tous les bureaux de presse en Israël, est tenu de respecter les restrictions imposées par la censure militaire israélienne.

Les rares Palestiniens qui apparaissent sur CNN et autres médias traditionnels [sont](#) systématiquement [interrogés](#) — généralement avant même d'être autorisés à prendre l'antenne — sur leur «condamnation» du Hamas. Les invités qui expriment même une critique tiède d'Israël se voient [demander](#) si Israël «a le droit d'exister».

Personne n'est jamais interrogé sur sa condamnation du sionisme, de l'apartheid, du nettoyage ethnique, du génocide ou de la [guerre centenaire](#) menée par Israël contre la Palestine. On ne leur demande pas non plus si les Palestiniens ont le droit de se défendre — ce qui est pourtant le cas en vertu du droit international, [y compris](#) par l'usage d'armes.

Nos journalistes et médias, sous influence, sont, comme [l'a souligné](#) Robert Fisk, «*prisonniers du langage du pouvoir*». Ils répètent docilement le lexique officiel. Cela fait d'eux non seulement des propagandistes, mais aussi des [complices](#) du génocide.

Ceux qui protestent contre le génocide, y compris les [étudiants](#) sur les campus universitaires — dont [beaucoup](#) sont juifs —, sont diffamés et traités de «sympathisants du Hamas» et d'«antisémites». Les journalistes traquent les étudiants sionistes, généralement réfugiés dans les maisons Hillel des campus, qui prétendent «[craindre pour leur sécurité](#)» en raison des manifestations. Les médias accordent peu d'attention à la montée de [l'islamophobie](#) ni à la répression exercée contre les étudiants manifestants, qui comprend non seulement des [brutalités policières](#) et 3000 [arrestations et détentions](#), mais aussi des suspensions, des mises à l'épreuve, des expulsions, le retrait de diplômes et le [licenciement](#) de professeurs sympathisants.

Les slogans appelant à la libération de la Palestine — notamment «*Du fleuve à la mer, la Palestine sera libre*» — ainsi que le drapeau palestinien, sont [criminalisés](#).

Le message est clair : la vie des juifs compte. Celle des Palestiniens ne compte pas.

«Les rapports des agences des Nations unies, des observateurs des droits de l'homme respectés, des revues médicales et du personnel médical professionnel sont généralement traités avec respect et bénéficient d'une large place dans les médias grand public», écrit l'historien Rashid Khalidi dans l'introduction du livre de Robin Anderson, [The Complicit Lens: US Media Coverage of Israel's Genocide in Gaza](#) (Le regard complice : la couverture médiatique américaine du génocide israélien à Gaza).

Il n'en va pas de même dans ce conflit : au contraire, lorsque de telles sources sont citées, elles font l'objet d'un traitement médiatique équivalent aux calomnies et diffamations outrancières proférées à l'encontre de ces organisations et individus, calomnies produites en abondance par la légion de propagandistes professionnels israéliens et ses innombrables défenseurs aux États-Unis. Outre le fait de diffamer les critiques du génocide israélien en les qualifiant de partisans du Hamas ou de sympathisants terroristes, leur principale arme de diffamation est l'instrumentalisation systématique et scandaleuse de l'accusation mortelle d'antisémitisme.

L'exode massif des lecteurs et des téléspectateurs des médias traditionnels vers les plateformes de médias sociaux, qui ne sont pas influencées par le lobby israélien, le gouvernement américain ou les grandes entreprises, est un signe alarmant de la faillite des médias. La réponse à ces défections a été un véritable «[platformicide](#)» : le recours aux algorithmes, au shadow banning, à la restriction des diffusions en direct et à la fermeture de comptes par les géants des réseaux sociaux tels que Facebook, Instagram, X, YouTube et TikTok, afin de réduire drastiquement la diffusion d'informations sur la Palestine.

Cette censure s'inscrit dans une stratégie concertée visant à dissimuler l'horreur du génocide au public.

En faisant constamment référence au 7 octobre, les médias occidentaux décontextualisent le génocide. Ils ignorent le siège de Gaza par Israël, qui dure depuis 19 ans. Le 7 octobre [est présenté](#) dans ces mêmes médias comme une attaque «non provoquée». Les massacres de Palestiniens non armés perpétrés par Israël à Gaza durant l'hiver [2008-2009](#), ainsi que ses attaques contre Gaza en [2012](#), [2014](#) et lors de la [Grande Marche du Retour](#) en 2018-2019, sont passés sous silence.

La Nakba de 1948 — lorsque les sionistes européens se [sont emparés](#) de plus de 78% de la Palestine historique, ont expulsé violemment 750 000 Palestiniens, détruit plus de 530 villages palestiniens et tué 15 000 Palestiniens — est rarement évoquée. Soixante-dix pour cent des personnes chassées de leurs foyers en 1948 ont été contraintes de se réfugier à Gaza.

Le projet sioniste repose sur la promotion de l'amnésie historique.

«Dès lors que le Hamas s'est imposé comme un groupe terroriste brutal dont les membres torturaient, démembraient et décapitaient des bébés avec une joie non dissimulée, aucune autre explication n'était nécessaire», écrit Anderson dans son livre. «Les médias ont tout simplement évité de relater l'histoire de la violence israélienne et, par conséquent, les médias dominants ont également ignoré les conditions de vie quotidiennes des Palestiniens».

La fiction d'un cessez-le-feu à Gaza — Israël [a tué](#) au moins 1286 Palestiniens et en a blessé 4257 depuis son entrée en vigueur supposée — est devenue le prétexte utilisé par les médias occidentaux pour détourner le regard de Gaza. Ce négationnisme du génocide caractérise leur couverture médiatique depuis ses débuts. Il masque non seulement les crimes d'Israël, mais aussi son intention déclarée de procéder à un nettoyage ethnique de tous les Palestiniens de Gaza. Il vide de sa substance le droit international. Et il discrédite le journalisme.

Lorsque le dernier acte de nettoyage ethnique aura lieu, je suis certain que les médias occidentaux continueront de nous bombarder de propagande israélienne, d'euphémismes et de clichés.

Cela justifiera le génocide jusqu'à la fin.

source : [Chris Hedges](#) via [Marie Claire Tellier](#)